



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Les pompiers pyromanes réunis à Hiroshima

Le week-end passé, le groupe des sept Etats les plus puissants du monde, le G7, se réunissait à Hiroshima au Japon, ville détruite en un éclair par une bombe atomique des USA le 6 août 1945. Les représentants des Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie et Japon, ainsi que de l'Union européenne, ont exhibé leurs mines graves devant les caméras du monde entier... avant de repasser à l'ordre du jour : la guerre ! La guerre économique et la guerre tout court.

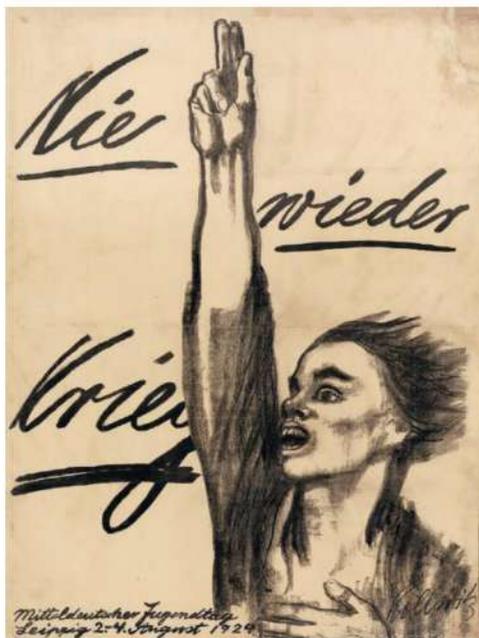
Quelle hypocrisie ! Les dirigeants des Etats-Unis se font passer pour les gardiens de la paix contre la Russie de Poutine et contre la Chine, mais ils sont la seule puissance à avoir utilisé la bombe nucléaire : 140 000 morts à Hiroshima puis trois jours plus tard 60 000 à Nagasaki !

Les deux bombes sur ces villes populaires du Japon, qui avait pourtant déjà perdu la guerre, ainsi que les vagues de bombardements américains « classiques », notamment sur les villes ouvrières de Dresde, Hambourg, Berlin... qui ont écrasé et brûlé deux ou trois fois plus de civils, avaient pour but de terroriser les populations, pour éviter que cette 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale se termine comme la 1<sup>ère</sup>, par des révolutions ouvrières comme en Russie.

C'était aussi l'affirmation que les Etats-Unis étaient les véritables vainqueurs de cette guerre et qu'ils allaient être désormais la puissance

dominante et le gendarme de la planète.

Aujourd'hui, les ennemis d'hier, le capitalisme japonais, allemand, américain, sont des alliés contre la Russie et face à la Chine. Au nom de la paix, bien sûr, les dirigeants capitalistes lancent des programmes d'armement intensif, fournissent des armes de plus en plus meurtrières au régime ukrainien anti-russe de Zelensky et multiplient les bases militaires autour de la Chine.



La guerre est partie intégrante du système capitaliste, basé sur la concurrence et la course au profit. L'affrontement militaire est la prolongation de la guerre économique permanente que se livrent les trusts capitalistes pour contrôler les matières premières, les chaînes de production, et s'assurer des marchés à l'échelle mondiale.

La guerre en Ukraine ne fait pas exception. Les dirigeants européens et américains expliquent qu'il faut défendre un petit pays agressé par son puissant voisin. Comme si l'Ukraine n'était pas le théâtre de l'affrontement entre les Etats-Unis et la Russie depuis au moins trente ans ! Comme si le camp capitaliste derrière l'OTAN équipait, formait et renseignait les troupes ukrainiennes de façon désintéressée !

La Russie de Poutine, comme la Chine de Xi Jinping ou même d'ailleurs l'Ukraine de Zelensky sont des dictatures. Mais ce n'est pas la raison de la guerre contre la Russie et des restrictions commerciales imposées à la Chine. Ce n'est que la suite des rivalités économiques qui opposent ces grandes puissances.

Les travailleurs n'ont à prendre parti ni pour les unes, ni pour les autres, ils ont à se battre contre leur gouvernement, qui est lui aussi partie prenante dans la guerre, et se préparer à renverser ce système capitaliste qui en est responsable.

Ici aussi, dans un pays riche où le nombre de multimilliardaires ne cesse d'augmenter, une guerre est menée. C'est la guerre de la bourgeoisie contre les travailleurs, contre les ouvriers des usines, les employés des magasins, des transports, des hôpitaux, de l'enseignement... et contre les réfugiés des pays pauvres, qui sont les plus démunis de la population.

Le capitalisme génère de multiples dictatures ! Il alimente en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, des guerres sans fin, et le fait maintenant à nouveau en Europe. Il plonge des régions entières dans le dénuement et chasse de chez eux des centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants et les transforme en parias. C'est une guerre permanente contre les peuples qui mène régulièrement à la guerre tout court.

Les combats meurtriers en Ukraine ou les accrochages entre les États-Unis et la Chine rendent de plus en plus concrète la menace d'une guerre généralisée.

Même si la Belgique n'est certes pas une puissance déterminante, son gouvernement est pleinement impliqué dans la préparation de la guerre, au côté des autres puissances occidentales ; une guerre qui ne sera pas pour de prétendues valeurs démocratiques, mais pour imposer le maintien de leur système de domination.

À nous de dire non à cet ordre capitaliste, qui signifie pour nous la dégradation de nos conditions de vie aujourd'hui, et peut-être d'être entraînés dans la guerre demain.

La solution contre cette barbarie ne peut venir que d'en bas, des travailleurs qui constituent la seule classe capable d'arracher le pouvoir aux capitalistes et de construire un monde sans exploitation et sans la guerre pour les marchés qui mène à la guerre tout court.

## **Non à la guerre ! A bas le capitalisme !**

La FGTB a fait campagne appelant à faire du 8 mai un jour férié. D'accord pour un jour férié supplémentaire, mais pourquoi le 8 mai, jour de

la victoire des Alliés sur l'Allemagne ? Ce serait, selon la FGTB, le jour de la « victoire sur le nazisme ». La victoire des démocraties ! C'est une réécriture de l'histoire !

C'est vouloir faire oublier que les dirigeants anglais et français comptaient que les armées nazis attaquent à l'Est, écrasent l'URSS et colonisent cette immense région et ses richesses.

C'est vouloir faire oublier les bombardements atomiques sur les civils japonais à Hiroshima et Nagasaki par l'armée américaine.

C'est vouloir faire oublier que les armées américaine et anglaise ont massivement bombardé les quartiers populaires en Allemagne dans lesquels beaucoup de gens n'avaient jamais été d'accord avec le régime nazi. Mais dont le tort, était que beaucoup d'entre eux ne demandaient qu'à pouvoir relever la tête et en finir avec le système capitaliste qui avait engendré le nazisme. C'était justement de cet esprit révolutionnaire qui survivait encore dans la conscience ouvrière 27 ans après la révolution allemande de 1918, dont les dirigeants capitalistes avaient le plus peur.

Les capitalistes qui avaient profité de la guerre et fait leur fortune sous le régime nazi, pas plus que la plupart des hauts fonctionnaires, n'ont été visés par la « dénazification ». Les riches héritiers de ces familles bourgeoises sont encore là aujourd'hui, comme la famille Porsche-Piëch, actionnaire de VW.

La victoire militaire des armées alliées, y compris l'armée du régime stalinien, signifiait surtout le maintien à tout prix du système capitaliste. Leur complicité est allée jusqu'à l'abandon de l'insurrection des communistes grecs et leur écrasement par l'armée anglaise.

Aujourd'hui, de nouveau en crise, le capitalisme engendre les mêmes

horreurs que dans la crise de l'époque : montée des nationalismes et de l'extrême droite, armement rapide préparant la guerre, régimes de plus en plus autoritaires... la barbarie se développant aux quatre coins du monde.

Quant aux pays alliés, les bourgeoisies américaine, française, anglaise et même belge, y avaient utilisé le subterfuge de la lutte des « démocraties contre le nazisme » pour embrigader les populations dans la guerre.

Mais quelle « démocratie » aux États-Unis pour les millions de Noirs américains privés des droits civiques ? Quelle « démocratie » de la France vis-à-vis de ses colonies et de la population algérienne que l'armée française bombardait dès 1945 ? Quelle démocratie pour la population congolaise soumise à la dictature de l'armée et des curés belges ?

Pour les bourgeoisies alliées, la guerre n'était pas une question de « démocratie », mais d'intérêts économiques à défendre contre la volonté d'expansion du capitalisme allemand.

Prétendre que les armées des pays capitalistes auraient vaincu le fascisme et le nazisme, c'est désarmer les travailleurs et les entraîner dans la prochaine guerre. Elle a déjà son « méchant », aujourd'hui la Russie, demain la Chine, ou les deux ? Quoi qu'il en soit, ce sera à nouveau une guerre où les travailleurs de tous les pays mourront non pas pour la liberté ou la démocratie, mais pour les intérêts des industriels !

La seule chose à opposer au fascisme menaçant, c'est la lutte de tous les travailleurs, unis autour de leurs intérêts communs et la conscience que pour sortir de la barbarie, il faut se donner les moyens de renverser le capitalisme !

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

## Hypocrisie fiscale



Rien qu'en 2020, les capitalistes ont envoyé au moins 383 milliards d'euros depuis la Belgique vers les paradis fiscaux – l'équivalent de 53 000€ par travailleur par an !

Le gouvernement prétend « s'attaquer à la fraude fiscale » avec l'impôt sur les multinationales. Mais cet impôt ne rapporterait que 634 millions l'an prochain selon le ministre des Finances (même pas 0,2%) ... et bien moins selon des fiscalistes.

En réalité, les gouvernements sont complices de l'évasion fiscale. Et au moins depuis les années 80, les partis au pouvoir, socialistes, comme libéraux, ont voté toutes les lois qui permettent aux capitalistes de contourner l'impôt en toute impunité ou presque.

## Taper sur les pauvres...

La secrétaire d'Etat au budget, Alexia Bertrand (Open VLD), déclare à propos de la réforme fiscale en préparation, qu'elle mettra son veto si les gens qui ne travaillent pas bénéficient de cette réforme. Pas question d'augmenter le revenu des allocataires sociaux pour Madame Bertrand, fille de milliardaire !

Selon elle, les allocations sociales comme le RIS et les pensions ont été augmentées de manière substantielle par le gouvernement. Les personnes qui tentent de survivre avec le RIS ou la pension apprécieront.

## ...pour engraisser les riches

D'après Bertrand, l'écart entre les personnes qui travaillent et celles

qui ne travaillent pas n'est pas suffisant pour motiver à travailler, car en perdant les aides sociales en reprenant le travail, on y perdrait...

Sa solution : qu'il y ait toujours un écart de 500 euros net entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Pour y arriver, elle propose de baisser les impôts des travailleurs qui gagnent entre 2 500 et 3 550 euros brut et qu'on puisse continuer à conserver les aides sociales en travaillant.

Cela revient à faire payer l'augmentation des salaires par l'argent public, c'est-à-dire par toute la population, tout en laissant entendre que ceux qui ne travaillent pas sont privilégiés !

Les vrais privilégiés ce ne sont pas les allocataires sociaux, contraints de travailler au noir pour survivre, mais les patrons que cette ministre sert, comme son milliardaire de père, qui eux, gagnent des fortunes en ne travaillant pas, mais en exploitant les travailleurs !

## Pénurie de médecins

La pénurie de médecins est de plus en plus forte en Belgique. Aussi bien les villes que les plus petites communes sont touchées par le manque de généralistes. Certains n'acceptent plus de nouveau patients, chez d'autres, il faut patienter plusieurs jours ; au risque de voir les problèmes s'aggraver...

Cette pénurie a été consciemment organisée par les gouvernements pour diminuer les dépenses de santé et baisser les cotisations patronales : suivant le raisonnement « s'il y a moins de médecins, les gens se soigneront moins ». Quel cynisme ! Et ce n'est même pas sûr que ce soit financièrement un bon calcul, car les soins tardifs sont souvent plus lourds et plus coûteux.

Le nombre de médecins diplômés en Belgique est limité chaque année. De ce fait, ce sont des médecins de pays étrangers qui pallient partiellement la pénurie ; ce qui aggrave la pénurie dans les pays plus pauvres, en particulier la Roumanie.

Face à cette situation intenable, le ministre de la Santé prévoit d'augmenter le nombre de médecins diplômés...en 2029.

## Crise du capitalisme : la peste ou le choléra

La Banque Centrale Européenne a augmenté ses taux d'intérêt en mai, pour la septième fois depuis juillet dernier. Elle espère ainsi lutter contre l'inflation. Mais la hausse des taux d'intérêt provoque également des faillites de banques qui avaient pris l'habitude de se gaver de l'argent pas cher de la BCE.

Ces faillites risquent de se transformer en une crise financière internationale, entraînant des conséquences désastreuses pour les travailleurs et en augmentant le risque de généralisation de la guerre.

Hausse des prix ou crise généralisée, si rien ne change ce seront les classes populaires qui en feront les frais, pendant que les plus grands capitalistes trouveront de nouvelles opportunités pour s'enrichir.

## Les entreprises publiques servent les capitalistes

Les entreprises soi-disant publiques sont systématiquement utilisées pour augmenter les profits des entreprises privées. La presse révélait récemment que bpost a surfacturé pour plus de 500 millions d'argent public à l'Etat pour alimenter les dividendes versés aux actionnaires de l'entreprise (bpost n'appartient qu'à 51% à l'Etat, et est maintenant cotée en bourse).

Pour que les intérêts des capitalistes y soient directement représentés, des hauts cadres des entreprises publiques viennent de grandes sociétés capitalistes. Chez bpost, de nombreux dirigeants de l'entreprise – comme la présidente de bpost Audrey Hanard (PS) nommée par le gouvernement –

viennent ainsi directement du cabinet de conseil McKinsey.

McKinsey a, grâce à cela, reçu de bpost des millions d'euros de marché public, en violation de toutes les règles de concurrence et de transparence. La presse évoque des contrats qui atteignent généralement 25 millions d'euros par an pour McKinsey ! Ces consultants étaient appréciés de la direction pour leur capacité à...réduire les coûts – donc attaquer les conditions de travail – ...et augmenter les profits – en montant les contrats frauduleux avec l'Etat.

## Transition vers l'augmentation des factures

Elia, le gestionnaire du transport d'électricité, a prévu de faire des investissements de plusieurs milliards d'euros, d'ici 2027, pour permettre notamment le développement de la production d'électricité par des éoliennes en mer.

Elia a augmenté ses profits de près de 25% en 2022 pour atteindre 408,2 millions d'euros sur cette seule année. Mais ses actionnaires, dont fait partie l'Etat, ne comptent pas prendre sur ces profits pour payer les investissements ! A la place, ils comptent augmenter les coûts de transports de l'électricité qui seront répercutés sur les factures d'électricité des utilisateurs, dont les ménages !

Les factures ont déjà trop augmenté alors que les salaires sont insuffisants. La transition énergétique, c'est aux capitalistes et aux milliardaires de la payer, pas à la population !

## Surenchère communautaire

Bart De Wever, président de la N.VA, parti nationaliste flamand, dit qu'il fera du confédéralisme – c'est-à-dire un pas supplémentaire vers la

séparation de la Belgique entre la Flandre et la Wallonie – la condition de la participation de son parti au prochain gouvernement. Il dit vouloir que le futur gouvernement soit dédié quasi uniquement à poursuivre la division du pays.

A un an des élections, De Wever lance cette surenchère nationaliste pour tenter de récupérer les voix des électeurs les plus réactionnaires que la N.VA perd au profit du Vlaams Belang, qui va encore plus loin dans la démagogie communautaire et xénophobe.

Cette surenchère développe un peu plus le communautarisme et fait croire aux électeurs les moins conscients que « le problème c'est les autres », les Wallons, les étrangers, les non-flamands...

En divisant les travailleurs, ces partis défendent les intérêts des patrons.

## Surenchère raciste

La N.VA n'est pas la seule à surenchérir sur le Vlaams Belang. Conner Rousseau, président du Vooruit (ex-SP.a, le Parti socialiste flamand), propose de supprimer toute allocation aux migrants s'ils ne suivent pas le « parcours d'intégration » et il veut augmenter de 200€ (pour atteindre 2 150€) les revenus nécessaires pour pouvoir faire venir sa famille en Belgique. Rousseau n'est pas étranger aux déclarations abjectes, l'an passé il déclarait « quand je roule à Molenbeek, moi non plus je ne me sens pas en Belgique ».



Le Vooruit est bien loin de ses origines de parti ouvrier socialiste quand il affichait sur ses frontons « Werklieden aller landen verenigt u » (prolétaires de tous les pays unissez-vous).

## Fuir les guerres et la misère

Suite à l'indignation qu'avait suscitée l'expulsion des sans-papiers d'un squat de fortune et les centaines de tentes alignées devant le « petit château » à Bruxelles, la secrétaire d'État à l'Asile et à la migration a fini par libérer des places dans le centre d'accueil.

Mais ces places ne sont pas de nouvelles places de logement ! Des places sont libérées... en expulsant plus rapidement des réfugiés dont le permis de séjour est refusé, même s'ils entament une nouvelle procédure ! Où iront dormir ces personnes ? Ce n'est pas le problème du gouvernement !

Les conteneurs qui avaient été promis pour permettre des places supplémentaires n'ont de leur côté toujours pas vu le jour. De nouvelles expulsions sont prévues à Molenbeek, et avec les nouveaux arrivants qui risquent d'être nombreux pendant l'été, la situation risque de devenir encore plus grave...

Ni le renforcement des frontières, ni les risques mortels de la traversée des mers, ni les conditions indignes faites aux réfugiés, n'empêcheront de plus en plus de jeunes de fuir les pays où la guerre et la misère sévissent.

C'est le capitalisme qui crée les guerres et la misère, c'est le capitalisme qu'il faut renverser pour pouvoir vivre dans un monde humain.

## Un pas de plus vers la répression

Après l'interdiction des piquets de grève devant les établissements du groupe Delhaize, le gouvernement vient de valider un projet de loi « anti-casseurs », qui prévoit l'interdiction de manifester allant jusqu'à 3 ans, 6 en cas de récidive.

Bien sûr, la loi est écrite de manière à être très élastique, en incluant des termes larges tels que

« atteinte à la propriété d'autrui », « menace d'une atteinte contre une personne ou une propriété ». Devenirait-on passible d'interdiction de manifestation pour collage d'affiche sur un bâtiment ou participation au blocage d'un dépôt ?

Ces mesures visant à réprimer encore plus les contestations ne sont pas avancées au hasard. La crise du capitalisme s'aggrave, et avec elle les attaques contre les travailleurs se multiplient.

Les gouvernements à la solde des capitalistes en sont conscients et se préparent à s'opposer aux contestations populaires à venir. Les travailleurs ont tout autant intérêt à s'y préparer et être plus fort que la répression d'Etat !

## **Police fédérale, milice du capital**

La police fédérale vient de clôturer un marché public d'achat de matériel et de logiciel informatique.

Alors que tous les autres services publics manquent de moyen, l'Etat ne lésine pas à la dépense lorsqu'il s'agit de l'arsenal de ses forces de l'ordre.

La plupart des policiers sont issus de familles populaires et connaissent des problèmes semblables à ceux de beaucoup de travailleurs : salaire faible et mauvaises conditions de travail.

Mais au-delà de tâches utiles à la population, comme les secours, les policiers sont surtout chargés de défendre l'ordre bourgeois, de défendre les intérêts des capitalistes contre tout le reste de la société.

Quelquefois en s'en prenant à la délinquance en col blanc, mais surtout en défendant la propriété contre les petits voleurs au chômage, contre des gilets jaunes qui manifestent ou contre les travailleurs qui font grève et bloquent les dépôts de Delhaize.

Les capitalistes qui dominent la société ne sont qu'une petite minorité qui s'enrichit en accaparant la

richesse créée par le travail de la majorité de la population.

Ce système tient, tant qu'il n'y a pas de révolte générale, parce que la minorité de capitalistes dispose de milices organisées pour réprimer les oppositions des exploités. Ces milices se sont avant tout la police et l'armée.

## **La police et Securitas main dans la main pour la répression**

C'est l'entreprise Securitas qui a remporté la plus large part du marché public ouvert par la police fédérale.

L'entreprise n'est pas à son coup d'essai et multiplie les collaborations avec la police : gestion d'infrastructure informatique, réponse aux appels d'urgence, monitoring de caméra de surveillance, sécurisation de commissariat de police.

Avec l'approfondissement de la crise et la multiplication des attaques patronales, l'Etat se prépare à réprimer des mouvements de contestation.

Alors, à côté des lois contre les piquets de grèves et les manifestations, il investit dans le matériel de police et la rapproche d'entreprises privées qui ne manqueront pas de l'aider dans sa sale besogne de répression.

## **Securitas pas très sécurisant !**

L'entreprise Securitas dispose d'une longue expérience dans le domaine depuis son acquisition en 1999 de l'entreprise de sécurité américaine « Pinkerton », qui dès la fin du 19ème siècle, s'est notamment spécialisée dans la répression des grèves, l'intimidation, l'espionnage et l'assassinat de syndicalistes.

En 1917, par exemple, des patrons engagent les agents de Pinkerton pour briser une grève de mineurs dans le Montana aux USA. Pour intimider les grévistes, les Pinkerton n'hésitèrent pas à lyncher un des militants ouvriers qui était à l'origine de la grève, Frank Little.

## **Adil assassiné**

La chambre du conseil de Bruxelles a reporté les plaidoiries dans le dossier du meurtre d'Adil, le jeune Anderlechtois de 19 ans tué en 2020 par une voiture de police qui l'a percuté, alors qu'il cherchait à fuir un contrôle d'identité.

Depuis, des policiers ont dénoncé dans un rapport le racisme notoire de leur collègue qui conduisait la voiture de police. Ce document révèle également, qu'après coup, cet agent se serait vanté d'en « avoir sorti un de la rue ! » en parlant d'Adil.

La hiérarchie policière au courant a couvert ces comportements. Le policier en question n'a pas été sanctionné, sa hiérarchie n'a fait que le muter dans un autre secteur en février de cette année. Depuis novembre 2020, le parquet de Bruxelles cherche à étouffer l'affaire et réclame un non-lieu.



Le racisme dans la police est dénoncé depuis longtemps par ceux qui le subissent, ainsi que par des journalistes, des associations, et même d'anciens policiers.

Ce racisme tue. Se faire interpellé ou emmener au poste quand on est issu de l'immigration, et des classes populaires, c'est courir un risque mortel. On ne compte plus les interpellations qui finissent en « accidents » ou en « mort naturelle » de jeunes gens en parfaite santé.

La bourgeoisie a besoin que les policiers se sentent soutenus, et ne craignent pas d'employer la violence quand leur hiérarchie leur ordonne de réprimer des contestations ou des révoltes.

D'autre part, le racisme dans la police, ses contrôles aux faciès, ses insultes et violences, servent les intérêts des exploiters car ils participent à l'oppression imposée aux jeunes travailleurs surtout issus de l'immigration dans la rue, et ensuite dans les usines !

Pour mettre fin aux violences policières, contre toutes les couches populaires, il n'y a pas d'autre choix que de supprimer la police. Ca ne sera possible qu'en renversant le capitalisme, lorsque les tâches de maintien de l'ordre seront assumées par la population elle-même, et non pas par les milices du capital.

## Précaires et sous-payés

Alors que Colruyt réalise chaque année des centaines de millions d'euros de bénéfice, le groupe recourt massivement aux contrats IBO du VDAB, le Forem flamand. Selon le journal De Standaard, sur 2 700 recrues en 2014, 870 étaient embauchés sous contrat IBO.

Avec ce dispositif, Colruyt ne doit payer ni salaire ni cotisations sociales pour une période allant jusqu'à six mois (voire un an en cas d'IBO+) et se contente de payer une prime relativement faible (nulle en cas d'IBO+).

Les travailleurs sous contrat IBO ne touchent que leur allocation, plus une prime, mais dans la plupart des cas, c'est bien en dessous du salaire minimum ! Et ils sont exclus des primes de fin d'année et des vacances annuelles. Cela permet à Colruyt d'engranger de plantureux profits en sous-payant les travailleurs, aux frais de la collectivité !

## Delhaize ment aux travailleurs

Depuis l'annonce de son plan de franchisation, Delhaize a toujours promis de préserver l'emploi, d'encadrer les repreneurs, d'assurer une transition qui protégera les conditions de travail...

Pour les travailleurs des magasins déjà franchisés, ces promesses ont toujours sonné faux. Eux, sont bien conscients des conséquences de la franchisation sur les conditions de travail, les salaires et le risque de licenciement.

Un indépendant affilié a dénoncé les mensonges de Delhaize. Il s'est exprimé dans la presse, en indiquant que la masse salariale d'un magasin franchisé atteignait au maximum 10% des coûts, contre 20% pour un magasin intégré. Selon lui, c'est la moitié voire les trois quarts du personnel franchisé qui risquent d'être licenciés.



Et pour ceux qui resteront, il faudra tenir la pression et accepter des conditions toujours plus dures. Les indépendants, prédit le franchisé, devront faire travailler des étudiants, utiliser des contrats précaires, augmenter les pressions... Sans quoi ils feront faillite.

## Les travailleurs trinquent, les actionnaires applaudissent

Le groupe Ahold-Delhaize a encaissé 6,1% de chiffre d'affaires en plus que l'année dernière sur ses magasins au niveau européen et 3,73 milliards d'euros de bénéfice au niveau mondial. Malgré la concurrence, l'entreprise est très rentable, et en plus les actionnaires vont retoucher 382 millions du fisc belge.

Les actionnaires se réjouissent de la franchisation et le directeur d'Ahold-Delhaize a salué l'action de la direction de Delhaize Belgique comme « courageuse et disruptive ».

Contre le cynisme du patronat, ce sont les grévistes de Delhaize qui ont

surtout montré leur courage et leur détermination à ne pas se laisser faire.

## L'appel au boycott de Delhaize

Reprenant l'appel lancé par les directions syndicales, 131 universitaires, artistes et personnalités du monde associatif appellent dans une lettre ouverte au boycott des magasins Delhaize « tant que dure le conflit social en cours ».

Lors d'un conflit contre le patronat, les soutiens à la lutte engagée par les travailleurs sont les bienvenus. Cependant, l'appel au boycott initié par les syndicats ne résout aucun des problèmes qui se posent aux employés des magasins et aux clients qui veulent les soutenir.

Car où aller faire ses courses quand on veut boycotter Delhaize ?

Chez Colruyt ?

Mais le groupe a annoncé en avril le licenciement de 192 travailleurs dans ses magasins Dreamland et Dreambaby !

Chez Intermarché ?

Mais l'entreprise veut aussi franchiser les 51 magasins qu'elle a racheté à Mestdag et mettre ainsi 4 000 autres travailleurs dans la même situation que ceux de Delhaize !

Chez Carrefour ?

Mais son directeur vient d'annoncer vouloir faire des économies sur les salaires des travailleurs de l'enseigne !

Chez Lidl ? Aldi ?

Mais ces entreprises sont connues des travailleurs pour leurs bas salaires, la surcharge de travail intenable et un sous-effectif entretenu dans tous leurs magasins !

Alors est ce que boycotter Delhaize, ça n'est pas faire les choux gras de ces autres exploiters qui, eux aussi, sont prêts à toutes les attaques contre les travailleurs pour maintenir et augmenter leurs profits ?!

## Boycotter ou lutter ensemble ?

La logique même du boycott pose question. Elle fait appel aux consommateurs pour faire pression sur l'enseigne.

Mais avant de choisir où faire ses courses, faut-il encore avoir touché son salaire ! Avant d'être des consommateurs, nous sommes des travailleurs !

Et c'est en tant que travailleurs que nous sommes organisés et nombreux dans les entreprises, c'est en tant que travailleurs que nous produisons toutes les richesses, et c'est encore en tant que travailleurs que nous avons des intérêts communs à défendre en nous unissant contre nos exploitateurs !

Les consommateurs, eux, sont éparpillés, individualisés, atomisés sur le marché. En appeler aux consommateurs, et pas aux travailleurs, dans une lutte face au patronat, c'est en appeler à la partie la plus faible de l'économie capitaliste !

## Faire changer la peur de camp !

Tout comme la grève limitée à Delhaize, la logique du boycott vise seulement à faire pression en s'attaquant au portefeuille. Mais est-ce vraiment possible alors que Delhaize est soutenu par sa maison mère, le groupe multinational Ahold, qui réalise la plupart de ses milliards de profits hors de Belgique ?

Bien plus que lui faire perdre quelque millions, ce qui ferait vraiment peur à Delhaize, ainsi qu'au reste du patronat de la distribution et des autres secteurs, c'est que la lutte des travailleurs de Delhaize déclenche un mouvement d'ensemble, une grève massive qui se répande à d'autres entreprises et à d'autres secteurs !

C'est possible, cela a déjà eu lieu, un mouvement des travailleurs,

avec des grèves et des manifestations qui s'amplifient au point que la peur change de camp, que ce soit le patronat qui ait peur de tout perdre, de perdre même la propriété de ses entreprises, et non plus les travailleurs qui craignent pour leur salaire et leur emploi.

Cela veut dire des travailleurs devenus conscients et déterminés, avec une organisation démocratique et des dirigeants qui soient prêts à aller aussi loin que les travailleurs eux-mêmes.

## Manifestation du 22 mai



Lundi 22 mai, 18 000 à 25 000 personnes (selon la police et les syndicats) ont manifesté à Bruxelles à l'appel des syndicats contre le « dumping social » et pour « défendre les libertés syndicales ».

La majorité des manifestants étaient délégués, permanents ou salariés des appareils syndicaux. La FGTB, sur son site, avait d'ailleurs donné rendez-vous aux seuls « militant.e.s ».

Cependant, des travailleurs se sont saisis de l'occasion pour exprimer leur mécontentement et soutenir les travailleuses et travailleurs de Delhaize, parfois de leur propre initiative.

C'est en effet la première manifestation « nationale » depuis fin janvier. Mais ce fut une mobilisation tardive, avec des objectifs qui ne répondent pas aux enjeux. Pendant les deux mois où les travailleuses de dizaines de filiales de la chaîne Delhaize se sont mobilisées comme elles le pouvaient, aucun appel à une manifestation nationale n'a vu le jour. Pourtant, bien des militants attendaient un moyen de regrouper les travailleurs éparpillés dans les filiales de la chaîne.

Cela aurait été un premier pas pour essayer réellement de construire un rapport de force. Ce serait pourtant la seule perspective pour lutter réellement contre le « dumping social ». Aucun gouvernement, de quelque couleur qu'il soit, ne veut et n'a même la possibilité d'imposer aux capitalistes d'arrêter de mettre en concurrence les travailleurs qu'ils exploitent, ou de les licencier, pour faire plus de profit !

Mais voir les travailleurs relever la tête, c'est pour les directions syndicales le risque de se voir dépasser par un mouvement déterminé à faire reculer le patronat, de perdre leur contrôle sur les travailleurs. Par conséquent, la perspective du vote « contre la droite » était la seule perspective réellement proposée en fond de toile des discours en début de manifestation.

Or, les enjeux sont importants, y compris pour les appareils syndicaux. Oui, dans le contexte de la crise, tous les États évoluent vers des méthodes plus autoritaires et plus répressives. Et l'interdiction des piquets devant les Delhaize par un tribunal, les astreintes distribuées, et la modification de la loi pénale qui restreint le droit de manifester, font partie de l'évolution dans ce sens.

La direction de Delhaize montre que l'heure n'est plus à la « concertation », mais à la guerre sociale. L'augmentation des profits ne peut se faire autrement que par l'intensification de l'exploitation.

Mais les travailleuses et travailleurs qui se sont mobilisés chez Delhaize ont montré aussi qu'ensemble, les travailleurs sont capables de trouver des parades. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une direction qui ne soit pas entravée par les intérêts d'appareils syndicaux bureaucratiques, mais qui pose publiquement le problème du rapport de forces nécessaire face au patronat, et organise les travailleurs pour leur donner le maximum de conscience, d'unité et de détermination dans les luttes à venir.

## Une amende... et après ?

Le groupe Meta, anciennement Facebook, a été condamné à une amende de 1,2 milliards d'euros pour avoir transféré des données sur les utilisateurs européens vers les Etats-Unis.

Une amende qualifiée d'exceptionnelle par la presse mais, qui ne représente que 5,5% des 21 milliards de profits réalisés en 2022 par Meta. Et il est probable que les gains réalisés grâce à l'utilisation des données seront bien supérieurs au montant de l'amende, et il n'est pas du tout sûr qu'il la paye.

Et cette amende ne supprimera pas le plan de licenciements de Meta qui avait mis 11 000 travailleurs au chômage en novembre 2022, pas plus que le nouveau, annoncé en mars 2023.



Les capitalistes comme Mark Zuckerberg n'en ont jamais suffisamment et ce sont 10 000 travailleurs de plus qui vont être licenciés dans les mois à venir.

## Le capitalisme brûle la planète

Le gouvernement français a annoncé constituer un plan de prévision pour un réchauffement climatique de 4 degrés.

Alors que lors de la COP21 de Paris, les gouvernements prétendaient s'engager à limiter le réchauffement climatique à 2 degrés, aucune mesure à la hauteur des enjeux n'a été prise depuis.

Le capitalisme, basé sur la concurrence et la recherche du profit est incapable d'atténuer le problème

du changement climatique, ce qui nécessiterait de planifier l'économie au niveau mondial. Au contraire, le capitalisme continue d'aggraver la crise climatique et les destructions écologiques.

Une augmentation de 4 degrés de la température moyenne de la planète aurait des conséquences gigantesques pour l'humanité. Pour s'en rendre compte, on peut imaginer à quoi ressemblerait le globe il y a 22 000 ans, lorsque la température moyenne de la planète était de 5 degrés en dessous de la température actuelle : on trouvait alors des glaciers au nord de la France !

On imagine alors à quoi ressemblerait une augmentation de 4 degrés : des régions entières, aujourd'hui très peuplées seraient transformées en désert, alors que d'autres seraient englouties par la hausse des océans due à la fonte des glaciers.

Aujourd'hui, les populations du monde entier subissent déjà les conséquences du changement climatique. Il y a eu des inondations en Italie, juste après des périodes de sécheresse. Il y est tombé l'équivalent de 6 mois de pluie en quelques heures en faisant 14 morts. Au Canada, ce sont des feux de forêts qui ont décimé l'équivalent du tiers de la province de Liège.

La concurrence entre capitalistes ne mène qu'à l'aggravation du réchauffement climatique. Pour faire face aux bouleversements à venir, une autre forme de société, basée sur la coopération et la solidarité entre les peuples est nécessaire. Car dans les mains du capitalisme, la seule perspective de l'humanité face au changement climatique est celle de la barbarie.

## Luttes et répression au Congo

Le 20 mai dernier, dans la capitale Kinshasa, une manifestation contre la vie chère organisée par l'opposition a été violemment réprimée par une bande de jeunes armés de machettes et de planches en bois, causant un mort et de nombreux blessés. Pour organiser cette répression, le parti au

pouvoir n'a pas hésité à embaucher des chômeurs récemment arrivés en ville pour former des troupes de choc au service du pouvoir, les we-was.

Félix Tshisekedi, le président actuel de la République Démocratique du Congo, avait tenu des discours pacifistes pendant la campagne électorale, auxquels il ne devait pas croire lui-même.

Au Congo comme ailleurs, ce ne sont pas les présidents qui décident de la politique du pays mais bien les capitalistes et, ici en particulier, les impérialistes qui pillent les abondantes ressources du pays. Pour maintenir la population dans un état de surexploitation, et donc maintenir les bénéfices des grands groupes internationaux qui bénéficient de minerais à bas coût, les impérialistes occidentaux poussent le régime à une répression féroce.

Au Kivu, une des régions les plus riches en minerais, ce sont les groupes armés qui s'occupent de terroriser les populations et de les mettre au travail forcé. Pour dénoncer l'inaction de la police et de l'armée congolaise dans la région, la population de la ville de Beni a organisé cinq journées « ville morte » bloquant les activités économiques de la ville, posant des barricades dans certaines rues. Ces actions ont été largement suivies et les organisateurs promettent de nouvelles actions pour continuer la lutte.

Seule la population congolaise pourra débarrasser le Congo de l'impérialisme et du cycle de violence qui en découle, aucun parti gouvernemental ne le fera à sa place.

**Suivez-nous sur Facebook :**

**Lutte Ouvrière Belgique**

**E-Mail :** [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be)

**Tel :** 0470-18.82.39

**Internet :** [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)

**Partagez nos publications !**